

Outil n° 10: Appropriation et engagement politique

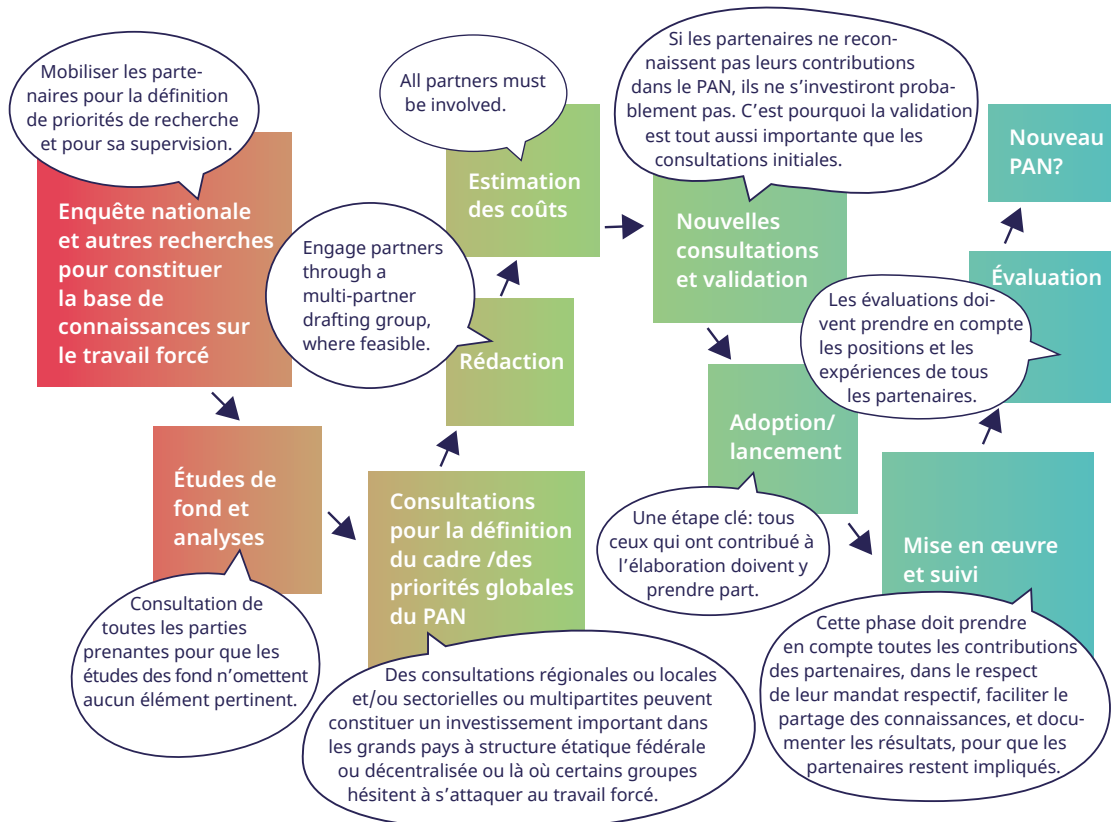


La présente note vise à stimuler la réflexion sur ce que le sentiment d'appropriation signifie comme gage de réussite d'un PAN¹.

«L'appropriation» est généralement jugée primordiale pour un PAN : sans appropriation nationale, un PAN a peu de chances d'être véritablement mis en œuvre et d'apporter un changement réel. Lorsqu'il est présent, le sentiment d'appropriation du PAN implique que les partenaires reconnaissent l'éradication du travail forcé comme étant «leur affaire» et une priorité de leur programme respectif. Cela vaut pour les pouvoirs publics, les partenaires sociaux et d'autres partenaires de la société civile. Comme le gouvernement et le parlement sont les moteurs du changement à bien des égards – notamment, en adoptant et en faisant appliquer des lois et des politiques sur le travail forcé – l'engagement politique est également essentiel.

Vous trouverez ci-dessous des suggestions concrètes sur les mesures éventuelles à prendre à chaque stade du processus d'élaboration du PAN pour susciter un sentiment d'appropriation du PAN, et sur les initiatives que peuvent prendre les partenaires pour stimuler l'engagement politique. Il convient de garder à l'esprit qu'un processus de consultation et d'élaboration véritablement inclusif constitue un premier pas vers l'appropriation nationale du PAN. Les processus inclusifs sont souvent plus longs, mais le fait d'écarter certains partenaires ou de sauter des étapes dans le processus de consultation peut être lourd de conséquences en termes d'appropriation et de (non)exécution au final. C'est pourquoi les organismes directeurs devraient s'efforcer, à toutes les étapes, de rendre le processus d'élaboration du PAN le plus inclusif possible.

Considérations sur l'appropriation aux différentes étapes de l'élaboration du PAN



1- Voir aussi OIT : *Tool kit for development and implementation of National Action Plans (NAPs) on Child Labour* (Genève, 2017). Disponible ici : www.ilo.org/jpec/Informationresources/WCMS_568877/lang--en/index.htm.

Susciter l'engagement politique

L'engagement politique des décideurs favorisera le maintien de l'éradication du travail forcé parmi les priorités politiques. Cela peut s'avérer difficile dans un environnement où de multiples priorités sont en concurrence. Les arguments susceptibles de convaincre les décideurs de s'engager en faveur de l'éradication du travail forcé, tant en paroles qu'en actes et dans l'allocation des ressources, sont notamment les suivants :

- ▶ Le travail forcé constitue une violation grave des droits humains. Il devrait donc être éliminé en priorité, en conformité avec les instruments de l'OIT sur le travail forcé, en particulier le protocole de 2014 relatif au travail forcé, qui demande la mise en œuvre d'un PAN contre le travail forcé, et avec la cible 8.7 des ODD, qui demande son éradication d'ici 2030.
- ▶ La persistance du travail forcé dans le pays est susceptible de porter gravement atteinte à sa réputation. Cela risque de faire fuir les investisseurs et les partenaires commerciaux étrangers, qui ne souhaitent pas se voir associer au travail forcé.
- ▶ Qui plus est, le travail forcé entraîne une perte de ressources pour le pays (montants impayés d'impôts et de cotisations sociales) et occasionne des dépenses au titre de l'assistance aux victimes et des frais judiciaires. Pour ces raisons, il importe d'affecter également des ressources à la prévention du travail forcé et à l'élimination de ses causes profondes.
- ▶ L'éradication du travail forcé est donc à la fois une obligation morale et un investissement important dans le pays.

Ce message est plus facile à transmettre s'il est étayé par des faits au niveau national. En l'absence de preuves de l'existence du travail forcé, il est plus facile de se désintéresser du problème – même en dépit du grand nombre de victimes du travail forcé dans le monde ou d'indices de l'existence possible du travail forcé dans le pays. La collecte de données quantitatives et qualitatives est donc essentielle. Une fois ces éléments de preuve réunis, il faut les transmettre aux décideurs. Pour ce faire, les moyens de communication sont multiples:

- ▶ reportages journalistiques, qui favorisent une prise de conscience générale et contribuent à accroître la pression exercée par l'opinion publique sur les décideurs pour qu'ils s'attaquent au problème²;
- ▶ séances d'information spécifiques à l'intention des commissions parlementaires, parlementaires, fonctionnaires³;
- ▶ journées et manifestations internationales (comme la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, le 2 décembre; la Journée mondiale contre la traite des êtres humains, le 30 juillet, ou la Journée mondiale contre le travail de enfants, le 12 juin), autant d'occasions de sensibiliser l'opinion publique et de mobiliser les décideurs;
- ▶ inviter les décideurs et tous les autres acteurs concernés à participer activement aux consultations sur le PAN;
- ▶ porter les questions relatives au travail forcé à l'attention du système de contrôle de l'OIT – particulièrement dans les cas où le gouvernement rechigne à s'engager en faveur de son éradication.

Pour renforcer l'engagement politique en faveur de l'éradication du travail forcé, il faut dialoguer et informer d'une part, et exercer des pressions politiques d'autre part. Il convient de garder à l'esprit que les organisations d'employeurs et de travailleurs ont un rôle crucial à jouer, par exemple, en abordant des questions relatives au travail forcé dans les conseils du travail tripartites au niveau national et en rendant compte à la Commission d'experts de l'OIT pour l'application des conventions et recommandations⁴, au besoin.

2- Voir OIT: *Reportages sur le travail forcé et le recrutement équitable: Un guide de l'OIT destiné aux journalistes*, ressources en ligne (Genève, 2019). Disponible ici: <https://readymag.com/ITCILO/1720468/>.

3- Voir OIT, UIP: *Éliminer le travail forcé: Guide à l'usage des parlementaires n° 30* (Genève, 2019). Disponible ici: www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---declaration/documents/publication/wcms_724120.pdf.

4- Plus d'information sur le site Web de la CEACR: www.ilo.org/global/standards/applying-and-promoting-international-labour-standards/committee-of-experts-on-the-application-of-conventions-and-recommendations/lang--fr/index.htm.